

# ASSOCIATION CANADIENNE DU GAZ

MÉMOIRE PRÉ-BUDGETAIRE 2019



CANADIAN GAS ASSOCIATION  
ASSOCIATION CANADIENNE DU GAZ

Le 3 août 2018

Chers membres du Comité permanent des finances,

Au nom de ses sociétés membres, l'Association canadienne du gaz (ACG) est heureuse de présenter sa proposition budgétaire pour 2019 : *Promouvoir la concurrence canadienne avec le gaz naturel.*

Pour nous situer en contexte, les membres de l'ACG répondent aux besoins en énergie des Canadiens depuis plus de 100 ans. Aujourd'hui, grâce à 500 000 kilomètres de gazoducs de transport et de distribution et des installations de stockage, le gaz naturel est livré à plus de 7 millions d'abonnés, ce qui signifie que plus de 20 millions de Canadiens peuvent compter sur les solutions abordables, propres, sûres et fiables qu'offre le gaz naturel. Une carte de la zone de desserte canadienne en gaz naturel est présentée à l'annexe 1.

Le gaz naturel comble 34 p. 100 des besoins en énergie du Canada. Au cours de la dernière décennie, l'utilisation du gaz naturel au Canada a augmenté de 28 p. 100 et les services publics canadiens ont ajouté plus d'un million de maisons, d'entreprises et d'industries au réseau de gaz. L'Office national de l'énergie prévoit que le gaz naturel deviendra la plus grande source d'énergie au Canada d'ici 2040. À l'échelle mondiale, l'Agence internationale de l'énergie entrevoit une augmentation de 45 p. 100 dans l'utilisation du gaz naturel.

Les priorités budgétaires du gouvernement du Canada pour 2019 sont axées sur le renforcement de la compétitivité du Canada. Afin d'assurer la compétitivité accrue du pays, nos maisons, nos entreprises et nos industries doivent bénéficier d'un accès accru et novateur au gaz naturel, une source d'énergie propre, fiable et abordable.

La présente proposition budgétaire offre six recommandations pour tirer le maximum du gaz naturel; la source d'énergie la plus concurrentielle de notre pays. Ces recommandations traitent de la compétitivité en ce qui concerne : le gaz renouvelable; les communautés rurales et autochtones; le logement et les entreprises; le transport; l'infrastructure/la cybersécurité; et l'industrie.

Nous nous ferions un plaisir de présenter notre proposition directement au Comité des finances et de travailler avec ce dernier ainsi qu'avec les ministères fédéraux afin que les Canadiens puissent mieux bénéficier des solutions qu'offre le gaz naturel.

Veuillez agréer mes salutations distinguées.



Timothy M. Egan  
Président et chef de la direction  
Association canadienne du gaz

**Promouvoir la compétitivité canadienne avec le gaz naturel**  
**Proposition budgétaire de 2019 de l'Association canadienne du gaz**

**Recommandation 1 : Fonds de commercialisation de la technologie du gaz renouvelable**

Créer un fonds de six ans à deux volets pour l'avancement des gaz renouvelables au Canada.

**Volet 1 : Le Fonds de commercialisation de la technologie du gaz renouvelable (175 millions de dollars)** affecterait :

- 150 millions de dollars au soutien des démonstrations de la technologie du gaz renouvelable partout au Canada. La réception, le triage, l'évaluation et la sélection des projets seraient réalisés conjointement par Ressources naturelles Canada (RNCan) et le fonds Gaz naturel financement innovation.
- 15 millions de dollars au soutien de la création d'un carrefour pour les gaz naturels aux laboratoires fédéraux de CanmetÉNERGIE à Ottawa. Les fonds seraient affectés à la modernisation du matériel, aux coûts opérationnels et à une évaluation pancanadienne des besoins en matière de R et D et de technologie pour le gaz renouvelable.
- 10 millions de dollars pour financer un processus concurrentiel de soutien coopératif universitaire/gouvernemental/industriel qui traite de lacunes particulières dans le renforcement de la capacité, les codes et les normes et la recherche en banc d'essai.

**Volet 2 : Le Fonds d'approvisionnement en gaz renouvelable (575 millions de dollars)** financerait les activités de déploiement de projets à l'échelle du Canada dans le but d'atteindre un contenu en gaz renouvelable de 5 p. 100 d'ici 2030. Les fonds pourraient être attribués au moyen d'une mesure d'incitation à la production, d'une contribution aux coûts d'immobilisations ou d'une approche hybride de coût d'immobilisation et d'incitation à la production. Les fonds affectés aux projets seraient assujettis à un plafond et aucune des trois voies de financement de projets ne serait plus avantageuse que l'autre. Les fonds seraient remboursables en fonction d'une formule de rentabilité (à déterminer).

**Recommandation 2 : Raccorder les Canadiens de régions rurales au gaz naturel**

Engager 450 millions de dollars du financement de l'infrastructure fédérale à l'optimisation du soutien aux services de gaz naturel, ce qui permettrait de procéder au raccordement de milliers de Canadiens en régions rurales au réseau de gazoducs. Deuxièmement, permettre l'admissibilité des projets de GNL et de GNC au fonds d'Énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées.

**Recommandation 3 : Propulser le Canada avec le gaz naturel**

Examiner une série de mesures éventuelles de politique/de programme pour assurer des réductions dans les émissions de GES par l'utilisation du gaz naturel comme combustible de transport, y compris : offrir un financement initial pour les parcs de véhicules, contribuer aux investissements conjoints pour le développement des infrastructures clés de ravitaillement aux ports, aux gares ferroviaires et sur les autoroutes, soutenir le financement de projets pour la modernisation des installations afin d'assurer un milieu de travail sûr et travailler avec les provinces en vue de tirer le maximum des initiatives existantes de conversion des parcs de véhicules au gaz naturel.

**Recommandation 4 : Soutenir les technologies du gaz naturel à faibles émissions de carbone pour les usagers**

Affecter 15 millions de dollars sur cinq ans pour accroître le financement à l'Office de l'efficacité énergétique (OEE), au Bureau de la recherche et du développement énergétiques (BRDE) et à CanmetÉNERGIE de RNCan à l'appui du chauffage hybride gazéo-électrique, des thermopompes au gaz naturel, de la capture et du stockage résidentiels et commerciaux à petite échelle de CO<sub>2</sub> et de la micro-production combinée de chaleur et d'électricité, ce qui, à son tour, contribuera à l'élaboration de normes et de codes fédéraux, à une réglementation à long terme ambitieuse de l'efficacité énergétique à l'horizon 2035 et à un code du bâtiment à consommation énergétique nette zéro d'ici 2030.

## Recommandation 5 : Transfert des compétences en matière de cybersécurité pour les systèmes industriels

S'assurer que le Centre canadien pour la cybersécurité inclut des dispositions pour le transfert des compétences entre le gouvernement et l'industrie dans les domaines des systèmes de contrôle industriels.

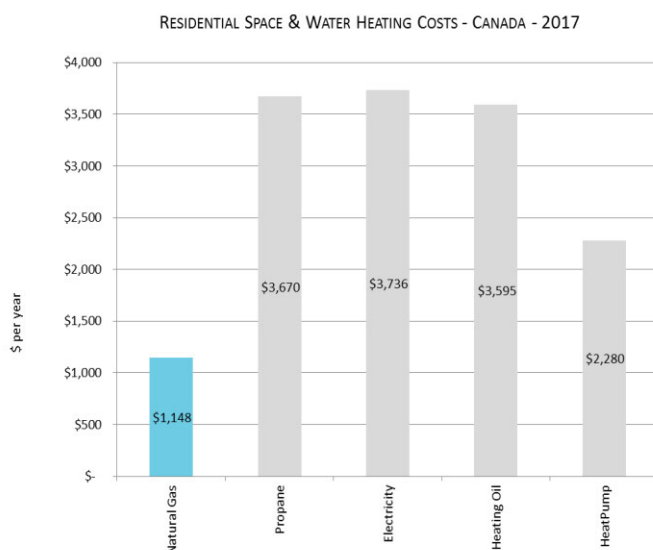
## Recommandation 6 : Améliorer la compétitivité industrielle du Canada

Travailler en étroite collaboration avec l'industrie, les provinces et les territoires afin de solliciter des points de vue et de prendre des décisions éclairées dans le budget 2019 quant aux mesures qui pourraient améliorer la compétitivité industrielle du Canada au milieu devant le nombre croissant de règlements et de politiques sur l'environnement.

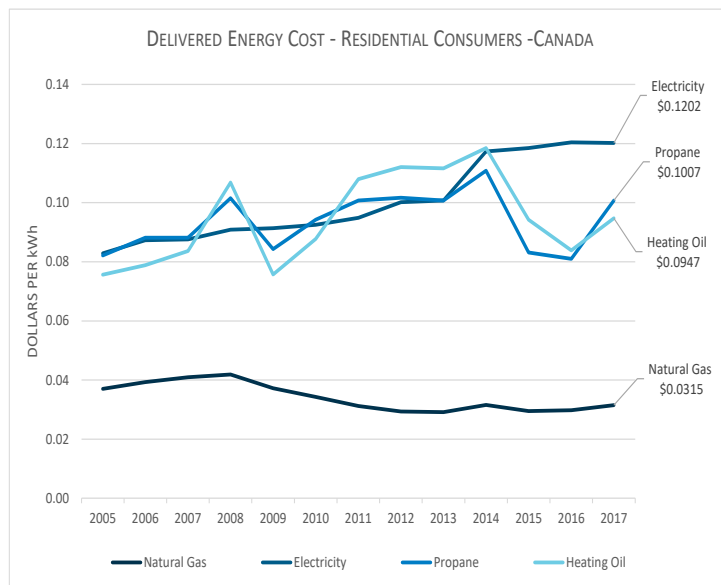
### Section 1 : Aperçu

#### Gaz naturel à coût abordable – Soutenir la compétitivité canadienne

L'accès à une énergie abordable est un facteur déterminant essentiel à la compétitivité économique à long terme. Le Canada est à la fois un grand producteur et un grand consommateur d'énergie. Par conséquent, les changements dans les coûts énergétiques influent de façon disproportionnée sur les Canadiens. Le gaz naturel est le combustible le plus abordable du Canada. Comme l'illustre la figure 1, une maison canadienne qui utilise le gaz naturel comme source de chauffage local et de l'eau économise entre 1 000 et 2 500 \$ par année par rapport à d'autres choix de combustible. Les propriétaires de maisons peuvent empocher cet argent ou le réinvestir dans l'économie canadienne. Pour les propriétaires d'entreprises ou les installations industrielles, cela représente un capital qui peut être investi dans du nouveau matériel ou pour créer des emplois. La figure 2 montre les coûts de l'énergie fournie aux consommateurs de 2005 à 2017. Comme on peut le voir, le gaz naturel affiche un coût moyen de 50 p. 100 inférieur au coût d'autres sources d'énergie depuis 2005 et est le seul combustible dont le coût a diminué depuis 2005.



Source: StatsCan, Kent Marketing, Canadian Gas Association



### Section 2 : Recommandations sur la compétitivité du gaz naturel

## **1. Compétitivité du gaz renouvelable**

Les gaz renouvelables (y compris le gaz naturel, l'hydrogène et le méthane synthétique renouvelables) demeurent une possibilité inexploitée pour la réduction des émissions au Canada. Les programmes d'énergie propre ont été axés sur les marchés de l'électricité renouvelable et des combustibles liquides renouvelables. Un nombre croissant de pays (l'Italie, la France, les États-Unis, etc.) ont décidé d'aller de l'avant avec des politiques pour atténuer le risque que pose et faire avancer la production et la distribution de gaz renouvelable. Ces pays misent sur l'infrastructure gazière existante et la diversification de leurs portefeuilles de technologies à faibles émissions. Parallèlement, il devient de plus en plus évident que l'électrification à grande échelle de la demande d'utilisation finale n'est ni rentable, ni praticable sur le plan technique. Le Canada peut se joindre à un mouvement mondial croissant vers les solutions axées sur le gaz renouvelable. L'aide financière destinée au gaz renouvelable offrira au Canada toute une gamme d'avantages dont : une voie pour permettre aux sociétés de gaz naturel de se conformer à la norme fédérale sur les combustibles propres; l'élimination de 10 mégatonnes d'émissions de GES à l'appui des objectifs relatifs aux GES du Canada pour 2030; le soutien des entreprises canadiennes de technologies propres qui travaillent à la commercialisation du gaz renouvelable; le positionnement des sociétés canadiennes comme des chefs de file mondiaux dans les systèmes gaziers à faibles émissions de carbone; et la création de nouvelles possibilités de partenariat économique pour les sociétés canadiennes et les détenteurs de stocks de matières premières (y compris les exploitants forestiers et agricoles, les municipalités et les communautés autochtones).

## **2. Compétitivité des communautés rurales et autochtones**

Cinquante-deux pour cent des Canadiens n'ont pas accès au réseau de distribution du gaz naturel. Bon nombre de ces usagers se trouvent dans des communautés rurales et des régions éloignées du Canada. Les communautés rurales du Canada comprennent les villes et les villages à proximité de grands centres urbains et bon nombre de communautés du Nord et autochtones. Dans les deux cas, les communautés rurales et éloignées font face à des défis uniques en matière d'énergie. Bon nombre de régions rurales comptent de grands consommateurs d'énergie, comme ceux du secteur de l'agriculture. Pour les régions éloignées, la géographie, le climat et les prix élevés de l'énergie posent des défis uniques. Dans les deux cas, le gaz naturel offre une solution énergétique à faibles émissions. Pour les régions rurales, cette solution est un prolongement des pipelines en vue d'un raccordement au réseau de gaz existant. Dans certains cas, il peut s'agir d'un prolongement de moins de 10 kilomètres ou qui peut aller jusqu'à 150 kilomètres. Pour les régions éloignées où l'économie d'un pipeline n'est pas praticable, la solution peut consister à transporter du gaz naturel liquéfié ou comprimé (GNL ou GNC) par camion dans la communauté.

Pour les communautés rurales, un fonds, soutenu par les sources d'aide financière existantes pour l'infrastructure verte ou autre (p. ex. la Banque de l'infrastructure du Canada), serait une option viable. Le gouvernement fédéral a déjà soutenu des programmes de prolongement de gazoducs dans le passé. Pour les régions éloignées, le Budget 2016 affectait des fonds à RNCan pour le remplacement du diesel en régions éloignées. L'ACG demande que le gouvernement fédéral permette aux projets de GNL et de GNC de faire concurrence pour le financement si ce programme devait faire l'objet d'une restructuration ou d'une sous-utilisation des fonds.

## **3. Compétitivité dans le transport**

Les véhicules au gaz naturel offrent une solution déjà prête au défi croissant que posent les émissions du transport de marchandises. En raison des plus faibles coûts de produit et de niveaux d'émissions de GES de 25 p. 100 inférieurs, les véhicules au gaz naturel contribuent déjà à l'avancement de la productivité et de la compétitivité. Au Canada, les exploitants maritimes et de traversiers procèdent actuellement au déploiement de bâtiments au gaz naturel en Colombie-Britannique et au Québec. Plus de la moitié des véhicules de transport des ordures achetés en Amérique du Nord sont alimentés au gaz naturel, et un nombre croissant de sociétés de transport en commun utilisent des autobus au gaz naturel.

Malgré les coûts inférieurs et de possibles réductions des émissions, des renseignements, un renforcement de la capacité et une aide financière sont nécessaires. Un soutien fédéral important a été offert dans les budgets de 2016 et 2017, avec 62 millions et 120 millions de dollars affectés respectivement au soutien du déploiement d'une infrastructure de ravitaillement à faibles émissions, ce qui comprend le gaz naturel. Nous encourageons ces types d'investissements et recommandons fortement que les fonds mis à la disposition des exploitants de parcs de véhicules de poids moyens et lourds du Canada s'étendent aux contributions pour l'atténuation des risques associés au coût en capital marginal d'un véhicule de transport de marchandises, d'un navire ou d'un autobus alimenté au gaz naturel par rapport à l'équivalent au diesel.

#### **4. Compétitivité du logement et des entreprises**

En 2017, plus de six millions de maisons et 500 000 entreprises avaient recours au gaz naturel au Canada. Les propriétaires de maisons et les petites entreprises du Canada ont besoin d'avoir accès à des mesures d'efficacité énergétique et de nouvelles solutions technologiques immédiatement commercialisables pour le gaz naturel. Au cours de la dernière décennie, les services de gaz naturel du Canada ont investi près d'un milliard de dollars dans des programmes d'efficacité énergétique qui ont permis à leurs clients d'économiser un milliard de dollars sur leurs coûts énergétiques et qui ont contribué à l'élimination de 50 mégatonnes d'émissions de GES. Pour la prochaine décennie, les services souhaitent poursuivre les programmes existants, mais également collaborer à l'élaboration de nouvelles solutions pour le gaz naturel, ce qui comprend le chauffage hybride, les thermopompes au gaz naturel, la micro-production de chaleur et d'électricité et la capture résidentielle/commerciale de petite échelle du carbone. Le leadership de l'OEE, du BRDE et de CanmetÉNERGIE a été essentiel pour assurer l'offre de financement pour les programmes, de plateformes de données et d'analytique et d'une expertise en matière d'information et de technologie validée par un tiers. Davantage pourrait être fait en vue d'optimiser cette relation.

#### **5. Compétitivité au niveau de l'infrastructure/la cybersécurité**

Les systèmes d'infrastructure énergétique essentiels du Canada doivent compter sur une cybersécurité robuste afin d'assurer des services fiables aux Canadiens. Le récent établissement d'un nouveau Centre canadien pour la cybersécurité de concert avec le Programme de coopération en matière de cybersécurité et le Centre national d'essai de l'infrastructure énergétique permettra d'améliorer et de protéger la cybersécurité au Canada et d'offrir des occasions pour la collaboration, le transfert des compétences et les partenariats entre le gouvernement et le secteur privé. Cette collaboration entre le gouvernement et le secteur privé doit se poursuivre en vue de gérer efficacement le risque pour la cybersécurité.

#### **6. Compétitivité industrielle/manufacturière**

Soixante-cinq pour cent du gaz naturel consommé au Canada se fait dans les secteurs de l'industrie et de la production d'électricité. Constituant la plus grande source d'énergie pour l'industrie canadienne, le gaz naturel est livré à plus de 20 000 clients de l'industrie et de la production d'électricité chaque jour. Ces clients sont l'épine dorsale de l'économie industrielle au Canada et évoluent dans des douzaines de secteurs allant de l'extraction de ressources, les produits chimiques, l'exploitation minière et la production industrielle. Le Canada est un chef de file dans le mouvement vers une économie à plus faibles émissions. Toutefois, en ce moment, la tarification des émissions de GES, une norme proposée sur les combustibles propres, la réglementation du méthane et de nouveaux processus d'évaluation environnementale, ensemble, entraîneront d'importantes augmentations dans les coûts de base du gaz naturel, ce qui, à son tour, crée un climat d'investissement incertain et difficile.

Le gaz naturel est particulièrement bien positionné pour contribuer à l'atteinte des objectifs d'énergie à faibles émissions du gouvernement. Toutefois, une approche plus équilibrée et mesurée devra être adoptée pour que le Canada reste compétitif. Nous encourageons le gouvernement du Canada à tenir compte de ces facteurs dans l'exécution de ses priorités.

### **Annexe 1.**

#### **Membres de l'Association canadienne du gaz**

